

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 113 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2776 - Prix : 1€

**Éditorial de Nathalie Arthaud**

**Hausse des prix : les travailleurs n'ont pas à payer la note !**

**Medef : salaires et retraites dans le viseur**  
Page 5

**Pandora papers : nouvelles révélations, vieilles pratiques**  
Page 7

**Secret de la confession : le séparatisme de l'Église**  
Page 8

**EDF Grève le 19 octobre**  
Page 11

**Burkina Faso**

**Assassinat de Sankara en 1987, l'impérialisme français impliqué**  
Page 12



**Prix et profits augmentent**

**Il faut augmenter les salaires et les pensions !**

QUAND LES PRIX AUGMENTENT LES SALAIRES ET LES PENSIONS DOIVENT SUIVRE : ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

## Hausse des prix : les travailleurs n'ont pas à payer la note !

1,60 € le litre de gasoil ; 12 % pour l'électricité ; près de 60 % d'augmentation du gaz en un an... les prix de l'énergie s'envolent. Cette flambée survient alors que les salaires sont attaqués par tous les bouts depuis des années et que des centaines de milliers de salariés ont des payes amputées par le chômage partiel. Cette situation ne peut pas durer.

Le prix des carburants a dépassé les niveaux de 2018 qui contribuèrent au déclenchement du mouvement des gilets jaunes. Rien d'étonnant, donc, que le Premier ministre dise surveiller cela comme « le lait sur le feu » : il redoute une nouvelle flambée de colère. Eh bien, celle-ci ne serait pas volée parce que, pendant que le gouvernement commente, les prix n'en finissent pas de grimper et on paye la note !

Oui, il y a de quoi être en colère parce qu'il existe une mesure simple, que le gouvernement pourrait appliquer immédiatement, c'est la suppression de la TVA sur l'essence. Et celle-ci doit être intégralement compensée par la taxation des profits des multinationales de l'énergie si l'on ne veut pas que demain, le gouvernement nous présente la facture.

Mais, pour les travailleurs, ce n'est encore qu'une petite partie de la solution. Car le problème ne se limite pas à la hausse de l'énergie : nous sommes confrontés à une augmentation générale des prix, des loyers comme de l'alimentaire. Une augmentation qui fait baisser d'autant le pouvoir d'achat des salaires, des pensions et des allocations. Alors, il faut remettre sur la table la question des salaires.

Face à la hausse de tous les prix, c'est au minimum 500 euros d'augmentation mensuelle qu'il nous faut. Et pour que chacun puisse vivre dignement de son travail, aucun salaire ne doit être inférieur à 2 000 euros. Et surtout, ces salaires augmentés doivent être protégés par leur indexation automatique sur la hausse réelle des prix.

Cela nécessite de s'affronter au grand patronat. Tant que les travailleurs restent l'arme au pied, il n'y aura d'augmentations « possibles » et « réalistes » que pour les profits, pour les dividendes et les grandes fortunes. Pour qu'il devienne « possible » d'augmenter les salaires, il faut que les travailleurs établissent un rapport de force avec la classe capitaliste. Cela dépend de nous-mêmes et de notre capacité à renouer avec les luttes massives et puissantes.

Nous n'en sommes pas là ? Certes, mais c'est la seule voie qui s'ouvre au monde du travail.

C'est la seule voie qui nous permettra aussi de contester la dictature économique de quelques trusts sur la marche du monde car c'est cette dictature que l'on subit au travers de l'augmentation des prix de l'énergie.

L'augmentation des prix du pétrole ne fait pas le malheur de tout le monde ! Les grands gagnants sont les trusts pétroliers comme Total, BP ou Exxon, qui dégagent chacun un milliard de dollars de bénéfices chaque mois. Ils sont les premiers à profiter de la hausse des marchés, qu'ils ont d'ailleurs en grande partie déclenchée eux-mêmes.

Car la hausse du baril n'a rien d'un phénomène naturel. Ce n'est pas la rareté soudaine du gaz ou du pétrole ni la reprise soudaine de l'économie mondiale - tout à fait prévisible -, qui en sont les causes. Il y a un calcul de la part de ces multinationales qui, sous prétexte de la mutation énergétique justifiée par le réchauffement climatique, ont décidé d'augmenter les prix. Leur but est de se constituer un gros magot pour faire payer à la population les conversions dans l'électricité ou l'hydrogène, qu'ils n'ont pas faites en temps et en heure.

Déjà en 1973, pour justifier le premier krach pétrolier, on nous parlait de pénurie de pétrole ! C'est un mensonge qui masque l'essentiel : les multinationales de l'énergie nous dictent leur loi. Et elles se moquent bien de l'avenir de la planète et de l'organisation rationnelle des ressources. Elles ne visent qu'à s'assurer une rente. Alors, pour ne pas être les vaches à lait de ces multinationales de l'énergie, il faut taxer leurs superprofits et les mettre sous contrôle !

Dans une société fonctionnant pour la population dans son ensemble, et non pour les privilégiés, il faudrait recenser les besoins énergétiques et voir quels sont les moyens de les satisfaire. Il faudrait planifier rationnellement la production d'énergie et faire en sorte que les travailleurs puissent contrôler démocratiquement l'utilisation faite des installations pétrolières, des raffineries, des centrales électriques... Oui, il y a un monde à changer, et nous serons capables de le faire collectivement quand nous commencerons à nous battre vraiment pour nos intérêts élémentaires.

## Tests anti-Covid non remboursés : face ils gagnent, pile on perd

Le gouvernement a décidé la fin du remboursement des tests anti-Covid pour les adultes non vaccinés n'ayant pas de restriction médicale. À partir du 15 octobre, ceux d'entre eux qui voudront se faire tester devront payer 44 euros pour un PCR et entre 22 et 30 euros pour un antigénique.

Les travailleurs des restaurants et des lieux imposant le passe sanitaire aux usagers sont dans l'obligation de fournir à leur employeur un passe sanitaire. Le déremboursement des tests est donc le moyen de faire pression sur ceux qui refusent de se faire vacciner.

Dorénavant, ces travailleurs devront payer deux tests pour être cou-

verts toute une semaine. Cela revient à déboursier au moins 200 euros pour le mois.

C'est en invoquant l'urgence sanitaire que le gouvernement avait décidé le remboursement intégral des tests par la Sécurité sociale sans besoin d'ordonnance. En apparence, ce choix défendait l'intérêt collectif, mais dans une société capitaliste, cette politique défendait surtout les profits des grands groupes. Les fabricants des machines à tester, des réactifs et des tiges pour les prélèvements, comme le groupe suisse Roche ou le groupe français BioMérieux, les grands laboratoires d'analyses comme Eurofins ou Synlab, ont été les grands gagnants de

cette politique. Les tests étaient remboursés 73,59 euros alors qu'ils coûtaient 40 à 45 euros, ce qui rendait très rentable l'investissement dans les machines à tester et l'activité de prélèvement.

Dorénavant, le gouvernement trouve que les remboursements sont trop coûteux. Mais ce sont les travailleurs qui, par leurs cotisations, ont payé les investissements des labos. S'ils sont victimes de quelqu'un, ce n'est certainement pas de ceux qui ne veulent pas se faire vacciner. Ils sont victimes de la rapacité de grands groupes qui se sont enrichis avec les tests et de la politique d'un gouvernement qui a servi leurs intérêts.

## Fin de la crise sanitaire. Embellie pour les patrons, pas pour les travailleurs !

Macron avait promis de faire baisser le chômage. Et aussitôt les chiffres officiels le confirment ! De mois en mois, les affaires reprennent pour les patrons. L'État est venu au secours des entreprises confrontées à la crise sanitaire en finançant pendant des mois une grande partie des salaires pour les travailleurs au chômage technique. Leurs impôts ont été gelés, leurs dettes reportées, voire annulées. Les travailleurs ont eux subi des pertes sèches sur leur salaire de plusieurs centaines d'euros mensuellement.

Aujourd'hui le patronat a besoin de forces de travail fraîches... et bon marché. Macron a dégainé ses nouveaux emplois aidés à raison de 8000 euros d'aide pour un CDI. Il a relancé les contrats d'apprentissage payés une misère et qui permettent de faire baisser artificiellement les chiffres du chômage parmi les jeunes (à La Réunion : 60 % de chômeurs parmi les moins de 30 ans) et sans qu'ils

aient la certitude d'obtenir un emploi pérenne à la clé.

Quant aux chômeurs, Macron veut leur faire reprendre le travail, même s'il n'y en a pas, en baissant leurs allocations de 20 % !

La CAF, elle, se permet, sans crier garde, de couper le RSA aux plus fragiles, aux plus âgés, en les plongeant du jour au lendemain dans

le plus grand désarroi.

Le capitalisme n'a pas changé de nature. Il est toujours dur aux pauvres et aux travailleurs et ne fait la part belle qu'aux exploités. Il est bon à jeter à la poubelle !

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 23 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 24 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 29 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 30 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

## Plan Macron : investissement public et dividendes privés

Macron a annoncé un plan de 30 milliards d'euros sur cinq ans pour soutenir « l'innovation et la compétitivité industrielle. »

Cinq ans après son slogan de campagne électorale visant à faire de la France la « start-up nation », il s'avère que celle-ci semble justement être restée dans les starting-blocks, puisque Macron parle d'un déficit de croissance et de désindustrialisation du pays. Mais, peu avare de slogans, il promet cette fois de faire de la France « une grande nation d'innovation » par un plan d'investissements massifs dans l'automobile électrique, la décarbonation, les transports du futur ou encore l'énergie nucléaire.

À vrai dire, les tenants du capitalisme ne cessent de répéter que « les profits d'aujourd'hui font l'investissement de demain ». Comme les profits des grands groupes du CAC 40 sont historiquement hauts, avec 60 milliards d'euros rien qu'au premier semestre 2021, on s'attendrait donc à ce qu'ils financent ces fameux investissements, générateurs de croissance et de bonheur retrouvé.

Mais non, les 30 milliards d'investissements promis en cinq ans ne proviendront pas du privé mais de l'argent public. Car justement les profits d'aujourd'hui vont surtout aux... dividendes d'aujourd'hui et les capitalistes n'ont aucune envie

d'immobiliser leurs capitaux en vue d'une rentabilité hypothétique et à long terme.

À vrai dire, si les capitalistes sont capables de mettre la main à la poche, ce n'est pas pour déboursier mais pour encaisser une grande partie de ces 30 milliards qui s'ajoutent à la longue liste des cadeaux et subventions en tout genre que l'État leur déverse généreusement sous les prétextes les plus variés depuis des décennies.

En économie comme en politique, décidément, l'innovation n'est pas le fort des capitalistes et de leurs serviteurs.

## L'endettement des communes : au profit de qui ?



En six ans, de 2014 à 2020 les dettes des communes de La Réunion se sont accrues de 420 millions.

La palme revient à la petite commune de Saint-Philippe dont la dette a grimpé de 434,7 %, suivie de La Plaine des Palmistes (+297,7%) soit 1117 euros par habitant.

Mais le montant en valeur absolue de la dette de ces deux villes reste peu élevé comparé aux grandes villes dont les dettes atteignent des sommets.

Ainsi, Saint-Pierre a une dette de 150,89 millions ; Le Tampon près de 140 millions ; Saint-Denis avec 206,74 millions d'euros.

Dans l'est, Sainte-Rose et Saint-Benoît ont fait un tour de passe-passe en transférant une partie de leur dette à la communauté de communes, la Cirest, en lui transférant depuis 2020 les services des eaux et d'assainissement.

En bref, la plupart des communes de l'île sont étranglées financièrement et font porter de plus en plus le poids de leur endettement à la population, en particulier les classes populaires.

Par exemple, nombre de municipalités commencent à se plaindre que la suppression de la taxe d'habitation par le gouvernement n'a pas été com-

pensée par celui-ci. Résultat : le manque à gagner se fait sentir et certaines d'entre-elles parlent d'augmenter la taxe foncière.

Si les communes se retrouvent dans une telle situation c'est d'abord à cause du désengagement de l'État qui diminue ses dotations aux communes mais aussi aux collectivités locales elles-mêmes qui ont décidé d'exonérer les entreprises situées sur leur territoire de diverses taxes et autres impôts soi-disant pour les attirer ou les garder sous prétexte qu'elles créent de l'emploi.

En fin de compte, les capitalistes empochent les millions, voire des milliards et licencient quand même quand ils ne mettent pas carrément la clé sous la porte.

Tout cet argent perdu pour les communes c'est autant d'argent en moins pour le logement, les écoles, l'entretien des voiries, etc.

Voilà où mène la politique de soutien à outrance aux capitalistes.

Les travailleurs n'ont pas à payer la dette qu'elle soit étatique ou communale.

Aux capitalistes de payer !

## Medef : salaires et retraites dans le viseur

C'est une liste d'injonctions que le président du Medef, Roux de Bézieux, livre à la connaissance du gouvernement et des candidats à l'Élysée, dans son interview au quotidien Les Echos du 11 octobre.

Les aides aux entreprises versées pendant la crise n'ont pas déplu à Roux de Bézieux ni à ses pairs, mais il s'agit à présent de fermer le robinet des « dépenses de fonctionnement », qui selon lui continuent à croître. Il faudra donc restreindre les salaires des territoriaux, des soignants, des enseignants, l'entretien des écoles, des prisons, l'embauche dans les hôpitaux, les tribunaux, etc. En revanche, il faudrait « financer notamment des investissements favorisant la transition énergétique », autrement dit fournir aux nombreux capitalistes reconvertis sur ce

créneau des aides et des marchés tout cuits.

Le patron du Medef veut également pouvoir réduire les dépenses énergétiques des entreprises, et concède un bon point au gouvernement sur la « stabilité fiscale », autrement dit les multiples dégrèvements de taxes et d'impôts dont celles-ci ont déjà bénéficié. Une baisse de l'impôt sur les sociétés, l'IS, qui porte sur les profits et va prochainement descendre à 25 % pour les plus grosses sociétés, ne lui semble même pas nécessaire, dit-il, grand seigneur. Mais Roux de Bézieux réclame de nouvelles réductions des impôts de production, qui rapportent trois fois plus à l'État que l'IS.

Et surtout, comme c'est le travail qui rapporte aux patrons bien déci-

dés à le payer le moins cher possible, le représentant du Medef avertit que « si des hausses de salaires se généralisent, ce ne sera pas soutenable pour l'ensemble de l'économie », en clair pour les patrons. Et puisque, vu de sa fenêtre, « on ne peut pas dire que les conditions de travail se soient brutalement dégradées depuis la crise sanitaire », « il est évident qu'il faudra travailler plus ». Autant le dire franchement, il est « acceptable politiquement, pour le moment, [...] de reculer l'âge de départ à la retraite à 64 ans, mais ce ne peut être qu'une étape ».

Les travailleurs des chaînes de production, des hôpitaux, des Ehpad, de l'aide à la personne apprécieront cette déclaration de guerre.

## Retraites : de mauvais coups se préparent contre les travailleurs

Macron laissait croire que sa réforme des retraites ne serait relancée qu'après l'élection présidentielle. Il n'en est rien. Il a fait savoir qu'il entendait représenter prochainement devant le parlement son projet de nivellement des retraites vers le bas et de suppression des régimes spéciaux malgré l'opposition des travailleurs qui s'est manifestée à de multiples occasions dans les manifestations de rue.

Ses ministres, mais aussi les diri-

geants de droite tels que Xavier Bertrand, Barnier et ceux d'extrême droite tels que Zemmour sont partisans de porter l'âge de la retraite à 64, voire à 67 ans !

Leur but à tous est de réduire drastiquement le montant des retraites.

Passé 50 ans, un sans emploi a peu de chance de retrouver un travail et beaucoup, passé cet âge sont abîmés, épuisés par leurs mauvaises conditions de travail, le temps passé

dans les transports, les mauvaises conditions de logement et de vie.

Mais de cela, les politiciens bourgeois n'en ont rien à faire. Pour eux, c'est marche ou crève !

Alors pour se protéger de leurs futures attaques, il faut nous préparer à montrer notre détermination et notre colère. Il faut nous préparer à bloquer toute l'économie par la grève s'il le faut ! Car ces nantis ne comprennent que le rapport de force !

## Magie : transformer la sueur en or

Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée à l'Industrie, a exalté la joie d'être un ouvrier de production. Car, selon elle, il peut se dire, jour après jour, que sa vie « n'est pas une punition, c'est pour le pays, c'est pour la magie ».

Cette déclaration fracassante faite devant un parterre patronal s'appuie sans doute sur une connaissance brève, mais intime, de la condition ouvrière acquise lors de son passage à la direction de Faurecia, de 2011 à

2013, entre deux postes dans la haute administration. Dans les usines de cet équipementier automobile, la magie a en effet opéré et opère encore.

Le 18 novembre 2009, un ouvrier de 38 ans est mort en travaillant sur une presse, le crâne traversé par une tige métallique, à l'usine de Flers, dans l'Orne. Le 23 juin 2011, un cariste a été tué, enfourché, à Saint-Nicolas-de-Redon, en Loire-Atlantique. Le 28 septembre 2015, un intérimaire a eu la main écrasée par sa presse à

l'usine de Marckolsheim, en Alsace. Le 22 juin 2016, un ouvrier de l'usine de Saint-Quentin, dans l'Aisne, a eu le crâne défoncé et un œil emporté par une pièce qui a sauté de sa presse. La liste, limitée aux usines françaises du groupe Faurecia, n'est pas exhaustive.

Il est toutefois exact que, dans le même temps, la magie chère à Agnès Pannier-Runacher a fonctionné : le travail des ouvriers s'est mué en dividendes des actionnaires.

## Prime aux chômeurs : surtout une aide au patronat

La ministre du Travail, Élisabeth Borne, a annoncé qu'une prime de 1 000 euros allait être versée à certains chômeurs de longue durée.

Mais, quand on y regarde de plus près, il s'agit au fond encore d'une aide au patronat.

Cette prime ne sera donnée qu'aux chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an et en formation « dans les métiers qui recrutent », pour reprendre les termes de la ministre, comme l'hôtellerie, la restauration ou le bâtiment. Il faudra même que les

chômeurs concernés aient une promesse d'embauche s'ils veulent y avoir droit. Et la prime leur sera versée moitié au début de la formation et moitié à la fin.

En fait, dans ces secteurs où les salaires sont très bas, parfois en-dessous du smic, et où le patronat se plaint de ne pas trouver suffisamment de réponses à ses offres d'emploi, le gouvernement lui donne un coup de main sous forme d'une prime à l'embauche payée par l'État. C'est une manière de faire passer la pilule des bas salaires sans mettre du

tout à contribution les employeurs.

Dans ces secteurs, si certains petits patrons ont des difficultés, on compte aussi des grands groupes riches : les chaînes de la restauration comme McDonald's, de l'hôtellerie comme Accor, ou des géants comme Vinci ou Bouygues dans le bâtiment. Prendre sur les profits de ceux-là permettrait de créer des emplois et d'augmenter les salaires, y compris dans les plus petites entreprises.

## Embauche : une prétendue crise et son utilisation

Il ne se passe pas de semaine sans qu'on entende la petite musique gouvernementale, relayée par les médias, évoquant ces secteurs qui ne parviendraient pas à recruter alors qu'il y a tant de chômeurs.

Après l'hôtellerie, la restauration et le bâtiment, c'est le patronat du secteur du transport routier qui s'inquiète. Il manquerait 40 000 à 50 000 salariés selon la Fédération nationale des transports routiers (FNTR).

« Pour trouver des chauffeurs, il faudrait déjà les payer convenablement », a répondu Patrice Clos, le secrétaire général de la Fédération des transports Force ouvrière et chauffeur

durant vingt ans. Et d'ajouter que « autrefois, le coefficient 150, cela voulait dire une fois et demie le smic... Depuis 2004, le patronat n'a pas cessé de dévaluer les salaires. Le chauffeur qui fait le plein d'heures supplémentaires gagne 2 000 euros net, plus quelques frais remboursés ».

Cela intervient dans le contexte des attaques contre les droits des chômeurs avec la réforme de l'allocation chômage. Macron l'a justifiée en affirmant qu'il ne faudrait pas gagner plus au chômage qu'à travailler. Le site officiel Vie publique fait état d'une étude de la Dares sur les diffi-

cultés de recrutement, publiée le 1er octobre 2021, qui met en avant, entre autres causes, les « revenus de remplacement (chômage, minima sociaux) trop peu incitatifs à la reprise d'emploi ». On ne peut être plus clair.

Cette propagande orchestrée par le pouvoir pour le plus grand bonheur du patronat est une pression pour que les travailleurs acceptent n'importe quel travail payé à n'importe quel salaire. Elle vise aussi à diviser les travailleurs entre eux, entre ceux qui sont au chômage et ceux qui, pourrait-on dire, ne le sont pas encore.

## Transports en commun : rien ne presse pour nos décideurs

Le gouvernement va attribuer 51 millions d'euros pour 8 projets de « transports collectifs en site propre » et des « pôles d'échanges multimodaux » à La Réunion.

Ces projets concernent la construction de nouvelles voies à Sainte-Marie, au Tampon, au Port, à Saint-Joseph, à Saint-Pierre, le transport par câble entre La Montagne et le CHU ou encore un tramway reliant l'aéroport à l'entrée ouest de l'île.

Ces futurs axes routiers et autres modes de déplacements, s'ils voient le jour, vont peut-être faire baisser un peu le nombre de voitures sur les

routes et soulager les automobilistes qui passent aujourd'hui énormément de temps dans les embouteillages, surtout pour se rendre au travail et en revenir.

C'est ce qu'avait prétendu en 2010 l'ancien président de Région Didier Robert, qui après avoir enterré le projet de tram-train de son prédécesseur, avait promis 2000 bus. Plusieurs communes et la Région elle-même ont alors réalisé des voies pour ces bus...qui se font toujours attendre !

À ce rythme, ce n'est pas demain la veille que les travailleurs vont bé-

néficier d'un vrai réseau de transport en commun.

Tant que leurs décisions seront dictées par les capitalistes, le gouvernement, la Région, les communautés de communes, etc. ne prendront pas réellement en compte les besoins essentiels et vitaux des classes populaires.

Les moyens de déplacement seront efficaces et à moindre coût quand les travailleurs décideront eux-mêmes ce qui est bon pour eux en étant aux commandes de la société.

## Multinationales : un impôt mirage

L'OCDE, l'organisation économique des pays les plus riches, a annoncé le 8 octobre un accord mondial fixant un taux minimum de 15 % d'imposition sur les bénéfices des multinationales.

Cet accord ne changera rien pour les exploités, mais donne l'occasion aux dirigeants de faire mine d'agir contre l'évasion fiscale des grandes entreprises telles que les Gafam. Cent trente-six pays l'ont signé dont les sept plus riches de la planète. Sa mise en application repose, comme pour tous les accords internationaux, sur le bon vouloir des gouvernements, et de toute façon, la grande majorité de ces pays ont déjà un taux supérieur à 15 %. En France, il est de 26,5 %. Aux États-Unis, il est de 21 %.

Certains économistes dénoncent son manque d'ambition et réclament un taux plus élevé, mais tous s'accordent à dire qu'il n'empêchera pas l'évasion fiscale des multinationales. Il suffit de considérer le cas du Luxembourg, où des dizaines de milliers d'entreprises bénéficient d'un taux d'imposition proche de zéro. La loi de ce pays – qui fait partie des signataires de l'accord – prévoit pourtant un taux d'impôt sur les bénéfices de 17 %. Ce qui semble une contradiction tient au fait que les multinationales recourent à des montages fiscaux, parfaitement légaux.

Promoteurs et pourfendeurs de l'accord ont en commun d'agiter la question de la fiscalité en escamotant la véritable question, celle de savoir

qui contrôle les bénéficiaires et les comptes des entreprises. L'économiste Thomas Piketty, par exemple, explique qu'une fiscalité meilleure suffirait à améliorer le sort des exploités. Pour lui, il s'agit de laisser Amazon ou Stellantis aux mains de leurs actionnaires, mais de réclamer que ceux-ci veuillent bien faire un peu mieux « ruissseler » leurs profits. C'est une supercherie : la recherche du profit maximum n'est pas dans le capitalisme un caprice des riches, mais le moteur d'un système qui repose avant tout sur l'exploitation du travail. Et c'est cela qu'il faut combattre.

## Pandora papers : nouvelles révélations, vieilles pratiques

L'affaire des Pandora papers, nom de la nouvelle enquête d'un groupement international de journalistes (ICIJ) révèle comment de riches personnalités fraudent le fisc grâce à des montages financiers opaques.

Parmi les personnalités épinglées, se trouvent le roi Abdallah II de Jordanie, le Premier ministre tchèque Andrej Babis, l'ancien ministre travailliste Tony Blair, Dominique Strauss-Kahn... À travers sa société, Parnasse international, celui-ci n'optimise pas seulement ses finances personnelles mais encore celles des présidents du Togo, du Congo-Brazzaville, du Sénégal et d'autres encore.

Les révélations de ces Pandora papers ont de quoi révolter car elles montrent comment des dirigeants politiques qui prêchent la rigueur et l'austérité aux classes populaires et se posent en pourfendeurs de l'exil fiscal, sont les premiers à en profiter. Mais elles ne doivent pas étonner tant l'opacité du monde des affaires et la complexité des montages financiers sont dans l'ADN du capitalisme. Scandale après scandale, les gouvernements et les institutions internatio-



nales prétendent mener la lutte contre le secret bancaire, la fraude ou l'optimisation fiscale. À chaque fois ils inventent de nouvelles lois, aussitôt contournées. Ainsi les Pandora papers révèlent aussi comment Philippe Homan, l'avocat de Jérôme Cahuzac condamné en 2018 pour fraude fiscale, s'est installé à Dubaï d'où il pilote de multiples sociétés délocalisées dans un paradis fiscal.

Pour récupérer les milliers de

milliards volés aux travailleurs par toutes les couches de la bourgeoisie en passant par de multiples canaux, on ne peut pas compter sur les lois et les États. Il faut préempter ces richesses à la source, là où elles sont produites, placer les entreprises et les banques sous le contrôle direct des travailleurs qui les font tourner.

## Pandora papers : les capitalistes locaux dans le lot

Nos bourgeois péi ne seraient, semble-il, pas en reste puisque selon des syndicalistes des finances publiques 500 millions d'euros échapperaient par an aux impôts à La Réunion.

Comment ne pas croire que les grosses fortunes de l'île ne seraient pas tentées par les paradis fiscaux dans l'Océan indien ?

En effet, les Seychelles et l'île Maurice pointés du doigt ces dernières années par les scandales «Panama et Pandora Papers », sont des bonnes planques pour les capitalistes qui possèdent des fortunes et

qui ne veulent pas payer leurs impôts.

Toujours selon ces syndicalistes, à Port-Louis, il y a 2000 entreprises d'ingénierie fiscale. Ces sociétés créaient des comptes «off shore» aux Seychelles.

Mais « Pandora Papers» n'est qu'un scandale de plus parmi bien d'autres.

Ces dernières années, les « Off-shore Leaks» (2013), les « LuxLeaks » (2014) les « Swiss Leaks» (2015), les «Paradise Papers» (2017) avaient déjà révélé les noms d'entreprises, de dirigeants ou des personnalités ayant

eu recours à des montages financiers opaques, sans qu'il y ait eu de véritables poursuites de la part des États concernés.

Les richissimes continuent de se la couler douce. Tous ces parasites de la société qui bâtissent leur fortunes en exploitant des hommes, des femmes, des enfants partout dans le monde ont encore de beaux jours devant eux. Sauf si les travailleurs décident de mettre un bon coup pied dans le tas de fumier.

## Quand les sous-marins nucléaires plongent... les profits s'envolent !

Les médias français ont entonné, à la suite du gouvernement, leurs jérémiades sur la perte du marché « historique » de 53 milliards des sous-marins nucléaires destinés à l'Australie.

Le constructeur de ces engins de mort, Naval Group dont l'État français et le groupe Thalès sont les

principaux actionnaires, va pouvoir se consoler avec la construction de 6 de ces engins pour la modique somme de 9 milliards d'euros.

Très performants ils pourront envoyer des missiles jusqu'à 1000 kilomètres et même frapper des cibles à terre.

Pendant ce temps, le gouverne-

ment continue de fermer des milliers de lits d'hôpitaux. Les profs, les AESH, les infirmières manquent cruellement dans les écoles. On en est réduit à faire des quêtes pour les Restos du Coeur ou pour la recherche pour le cancer. Cherchez l'erreur !

## Secret de la confession : le séparatisme de l'Église

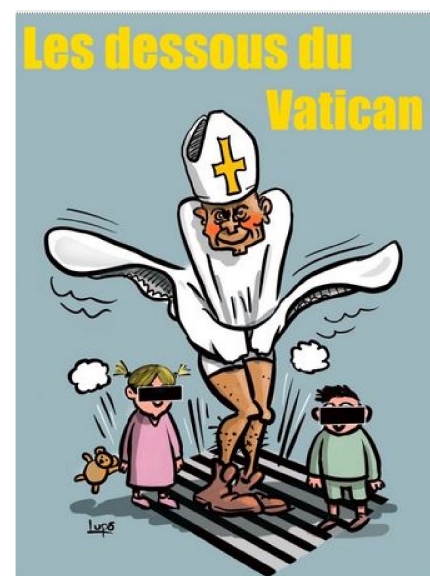
Après la publication de l'accablant rapport sur les abus sexuels massifs commis pendant des décennies au sein de l'Église catholique, le chef des évêques de France a justifié le long silence de son institution en déclarant que « *le secret de la confession est plus fort que les lois de la république* ».

Au lendemain de la publication d'un rapport qui accuse cette Église d'avoir couvert 3 000 prêtres ayant commis quelque 300 000 agressions sexuelles de mineurs en soixante-dix ans, il y a de quoi choquer. Du coup, le ministre de l'Intérieur et des cultes s'est senti obligé de convoquer ce monsieur « pour un entretien ». Général Darmanin y a mis les formes. Il n'a pas envoyé la police arrêter spectaculairement ce personnage « radicalisé », ni envisagé de fermer administrativement les locaux ecclésiastiques dans lesquels ces crimes

pédophiles ont été commis. On imagine la campagne qui se serait déchaînée dans le pays si un porte-parole des musulmans de France avait déclaré les lois de Dieu « au-dessus de celles de la république » !

Au sein même de cette république dont les représentants ne cessent d'invoquer la laïcité, l'Église catholique a du poids et veut qu'on le sache. Malgré la loi de 1905, dite de séparation de l'Église et de l'État, les communes sont tenues de financer l'entretien des églises et l'État finance l'enseignement privé, essentiellement catholique, à plus de 80 %. Par l'influence de ses dignitaires, par les multiples associations qu'elle contrôle, par ses réseaux occultes ou pas, l'Église catholique pèse, au sommet, dans toutes les institutions de l'État, l'armée, la justice, l'Éducation nationale, et les dirigeants poli-

tiques l'acceptent. Ce n'est pas la révélation de « quelques » crimes qui empêchera le chef des évêques de le rappeler.





## Darmanin : la chasse aux migrants continue

Après un déplacement en Grèce dans l'île de Samos, le ministre de l'Intérieur Darmanin a fait l'éloge, le 11 octobre, du « modèle grec » de contrôle des réfugiés, en l'occurrence un camp d'enregistrement sécurisé.

Le camp en question, inauguré il y a quelques semaines, est composé de baraquements neufs, pas surpeuplés, ou du moins pas encore, ni sordides comme les précédents, mais il est totalement clos, cerné de barbelés, de miradors et de caméras. Les habitants ne peuvent en sortir que de 8 heures à 20 heures à condition de présenter leurs empreintes digitales et un badge électronique au portail ma-

gnétique de l'entrée. Les ONG, dont Amnesty international, ont déjà dénoncé les difficultés qu'auront les migrants à atteindre les services de demande d'asile, sans compter cette façon de les considérer d'entrée de jeu comme des criminels, sous surveillance constante.

Mais justement, ce qui plaît à Darmanin est « *ce camp impressionnant [qui] permet aux Grecs de bien tenir leurs frontières* ». Darmanin et le gouvernement grec sont tout à fait sur la même longueur d'ondes. La seule différence, c'est que Darmanin, comme ses collègues des pays européens les plus riches, délègue aux

pays du sud, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et Malte, la responsabilité de renforcer les frontières extérieures de l'Europe, moyennant finances. Ce sera, a-t-il affirmé, « *la priorité de la France, qui exercera la présidence semestrielle de l'Europe à partir de janvier* ».

Blinder les frontières, élever des murs, bloquer ceux qui fuient la misère et la guerre, telle est l'obsession de Darmanin et du gouvernement, sous prétexte de sécurité : c'est absurde et odieux mais, en période électorale, cela peut aussi rapporter des voix.

## Arrestations, le vrai message de Macron aux Africains

Alors que Macron voulait afficher l'image d'un président éclairé lors du sommet Afrique-France, sa police montrait le vrai visage de sa politique.

À Montpellier, des associations avaient organisé un contre-sommet, invitant entre autres des sans-papiers, dont la venue avait été annoncée à la préfecture, afin de les protéger. Cette dernière s'est empressée de dépêcher des policiers à la gare et un groupe de huit sans-papiers a été arrêté. Sur les huit, six ont été relâchés, dont cinq avec des obligations de quitter le ter-

ritoire (OQTF), deux ont été envoyés en centre de rétention.

Ces arrestations sont tout un symbole. Alors que Macron fait semblant de débattre avec la société civile et dit préférer la démocratie, il affirme très clairement que la frontière avec l'Afrique restera fermée. Elle sera ouverte aux entreprises françaises, aux bourgeois africains, mais fermée aux immigrés, aux pauvres de ces pays pillés par l'impérialisme français. Qu'on se le tienne pour dit, voilà le message.



## 17 octobre 1961 à Paris : des centaines d'Algériens assassinés par la police

En 1961, la guerre coloniale menée par le gouvernement français contre l'indépendance de l'Algérie durait depuis sept ans. Mais il devenait évident que rien ne pourrait empêcher l'indépendance. Dans cette perspective, le gouvernement continuait la guerre en Algérie afin de négocier l'indépendance en position de force. Les opérations se menaient aussi contre les 400 000 Algériens qui travaillaient en métropole. Comme en Algérie, le FLN avait conquis leur soutien. Ces travailleurs, particulièrement exploités, faisaient aussi partie des opprimés qui s'étaient soulevés contre l'impérialisme français.

Pour leur mener la guerre, Maurice Papon avait été nommé préfet de police en 1958. Sous-secrétaire d'État dans un ministère du Front populaire en 1937, il poursuivit sa carrière sous Pétain en

devenant secrétaire général de la préfecture de Gironde en 1942. À ce poste, il organisa l'envoi de travailleurs en Allemagne, pourchassa les opposants au nazisme et à l'État national, aida à déporter les Juifs. Puis il continua à servir l'État sous la 4e République.

Le 17 octobre 1961, le FLN décida de braver l'interdiction de circuler entre 20h30 et 5h30. Il s'agissait surtout de démontrer l'adhésion de la population algérienne à sa politique. En décidant que cette manifestation serait pacifique, en interdisant aux manifestants d'avoir la moindre arme ou de se protéger, il prenait sciemment le risque d'un massacre pour les besoins de sa démonstration.

Le soir du 17 octobre, des rassemblements se formèrent aux portes de Paris. Mais les policiers attendaient les manifestants et savaient qu'ils pouvaient tuer en toute

impunité. Et ils ne s'en prièrent pas. Les Algériens furent assassinés par balle, jetés assommés ou ligotés dans la Seine. 11 500 furent arrêtés et envoyés dans des centres d'internement où le massacre se poursuivit au-delà même de la nuit du 17 octobre. Le bilan exact des morts de cette répression ne sera jamais établi.

Dans les jours suivants, peu de voix se firent entendre. La CGT se contenta d'une dénonciation écrite de ce massacre. Mais ni la CGT ni le PCF ne menèrent campagne pour expliquer en quoi cette répression qui visait une fraction de la classe ouvrière en France, concernait l'ensemble des travailleurs.

La police, l'armée et l'État sont des ennemis irréductibles de la classe ouvrière et des opprimés en général et ne changeront pas, il faudra les détruire.

## DANS LES ENTREPRISES

### CANE (COOPÉRATIVE AGRICOLE DU NORD-EST)

#### À bas la répression contre les travailleurs et leurs représentants !



Dans cette entreprise de fournitures de matériel agricole aux professionnels comme aux usagers domestiques et qui emploie une centaine de salariés sur plusieurs sites, la

répression s'abat systématiquement contre tous les travailleurs qui veulent relever la tête et défendre leurs droits.

Plusieurs militants syndicaux y ont laissé leur santé physique et mentale tant les pressions, les menaces et les manipulations de toutes sortes sont fortes.

Dernièrement une salariée, élue au CSE a fait les frais de cette politique. Elle se retrouve accusée d'insubordination vis-à-vis de simples travailleurs comme elle-même !

La direction l'a placée en mise à pied avec privation de salaire depuis le 15 septembre en se gardant bien de demander l'avis du CSE pas plus que de l'inspection du travail.

Malgré les pressions de la hiérarchie, une pétition lancée par un de ses collègues a déjà récolté une cinquantaine de signatures exigeant qu'elle soit réintégrée à son poste et rétablie dans ses droits.

## Grève le 19 octobre

Mardi 19 octobre, les fédérations syndicales CGT, CFDT et FO de l'énergie appelaient les agents EDF et des entreprises privées de production d'électricité à cesser le travail pour s'opposer à la modification de la grille des salaires voulue par les directions et exiger une revalorisation des salaires.

Depuis des décennies, les syndicats d'EDF passent leur temps à se disputer un nombre toujours plus faible d'augmentations salariales distribué toujours plus chichement par les directions d'unités.

Chaque type d'emploi peut être classé sur plusieurs niveaux de rémunérations (NR). D'année en année la direction réduit non seulement le pourcentage des agents bénéficiant de ces augmentations, mais elle en diminue aussi le montant. Il y a trente ans, les agents concernés avaient le droit à un NR, l'augmentation est à présent réduite à un demi NR.

Les sommes attribuées sont dérisoires, ne concernent qu'une minorité

de travailleurs et sont attribuées à des dates de plus en plus espacées.

Le résultat, c'est que les niveaux de rémunérations du bas de la grille des salaires se retrouvent les uns après les autres en-dessous du Smic. Ce qui a obligé la direction d'EDF à supprimer les trois premiers niveaux. Le Smic EDF qui était 30 % au-dessus du Smic national dans les années 1970 est aujourd'hui à peine quelques euros au-dessus de ce niveau.

La perte de pouvoir d'achat des électriciens est considérable.

Aujourd'hui, à l'heure où les prix (et en particulier ceux de l'énergie : carburants, gaz, fuel, électricité) augmentent de plusieurs dizaines de pourcentage, EDF n'a augmenté le salaire de base que de 0,2 % en 2021 alors qu'elle a fait flamber ses tarifs et qu'elle s'appête à engranger 5 milliards de profits cette année !

Les syndicats de l'énergie n'ont pas pour autant changé leur fusil d'épaule. Il continuent obstinément à participer à ces mascarades de négoc-

iations pour l'attribution de NR.

Confrontés à la perte régulière de leur pouvoir d'achat les agents EDF et leurs camarades des entreprises privées de l'énergie n'ont d'autre choix que d'engager le fer contre leurs directions.

La grève du 19 a été une occasion pour beaucoup de montrer leur mécontentement concernant les salaires, mais pas que. Contre aussi la menace de l'éclatement d'EDF (le projet Hercule), les sous-effectifs, les pressions et menaces de la hiérarchie, la menace du gouvernement de s'en prendre à leur régime de retraite.

Au centre de La Réunion, le matin du 19, les services administratifs et techniques étaient vides et les chefs ne savaient plus où donner de la tête pour effectuer les interventions et répondre aux abonnés !

C'est un avertissement clair contre la direction qui ne doit pas rester sans suite !

## LEO DE SALAZIE

### Notre santé avant ses profits !

À l'élevage de poules pondeuses LeO de Salazie, à l'occasion du passage d'une inspectrice du travail, les

ouvrières et ouvriers ont découvert que le patron les obligeait depuis des années à travailler dans des pou-

laillers où toitures et murs seraient truffés d'amiante. Un diagnostic avait été établi il y a cinq ans (avant la mise en place du CSE et donc d'élus du personnel) dont les conclusions ont été cachées au personnel. Le patron continue à affirmer qu'aujourd'hui il n'y a pas de danger et fait pression sur les travailleurs pour qu'ils aillent malgré tout nettoyer au karcher les poulaillers. Plusieurs d'entre eux ont fait valoir leur droit de retrait.

Ils tiennent à leur santé, à leur vie et n'ont aucune confiance dans ce patron qui n'a d'yeux que... pour ses poules aux oeufs d'or !



## BURKINA FASO

### Assassinat de Sankara en 1987, l'impérialisme français impliqué

Le procès de l'assassinat de Thomas Sankara, qui devait s'ouvrir lundi 11 octobre, a finalement été renvoyé au 25 octobre à la demande des avocats des accusés. Le procès ne permettra cependant pas de faire toute la lumière sur ce meurtre, la justice burkinabé ayant choisi d'écarter la recherche de commanditaires au-delà des frontières du pays, notamment en France et en Côte d'Ivoire.

Dirigeant nationaliste intègre, un des seuls qu'ait connus l'Afrique, Thomas Sankara dirigea le pays de 1983 à 1987, en se fixant pour but de l'arracher à la mainmise de l'impérialisme français. C'était un jeune officier qui, comme d'autres à cette époque, enrageait de voir la misère et la corruption dans lesquelles croupissait son pays. Pour lui, c'était à l'armée de prendre en main sa modernisation. S'il ne concevait pas une lutte contre l'impérialisme à l'échelle du monde, il voulait au moins que celui-ci relâche son étreinte sur le Burkina. Cela suffit à

lui valoir la haine des dirigeants français en même temps que l'admiration de tous les pauvres du continent. C'est pourquoi le 15 octobre 1987, il fut assassiné.

L'organisateur du crime, Blaise Compaoré, qui succéda à Sankara comme président du Burkina, ne sera pas présent au procès. Il coule des jours tranquilles dans sa luxueuse villa de Cocody, le quartier huppé d'Abidjan en Côte d'Ivoire, depuis qu'en 2014 l'armée française l'a exfiltré de son palais présidentiel de Ouagadougou où il allait tomber entre les mains de la population pauvre révoltée.

Dès la mort de Sankara, Compaoré avait à nouveau asservi le pays à l'impérialisme français. Il y a fait régner pendant 27 ans une dictature sanglante. Mais au-delà de Compaoré, bien des pistes mènent aux responsables français de l'époque, à Jacques Chirac alors Premier ministre de François Mitterrand et à son « Monsieur Afrique » Jacques Foccart, grand maître des services se-

crets. Il est sûr en tout cas que c'est à l'impérialisme français qu'a profité le crime.

Aujourd'hui Macron qualifie d'« États faillis » les pays du Sahel où l'armée française est enlisée. Mais quand pendant quatre ans a existé en Afrique un État qui ne l'était pas, les dirigeants français l'ont fait, directement ou indirectement, tomber.

#### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :  
*Lutte ouvrière*  
BP 184  
97470 SAINT-BENOÎT  
e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576  
Directeur de publication : Didier Lombard  
Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282



**Nathalie Arthaud,**  
candidate de  
**Lutte ouvrière**  
à l'élection  
présidentielle